

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 04/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

Lieu dit la Petite Craz
CD 147 - Route de Toussieu
69720 Saint-Laurent-De-Mure

Références : UDR-SSDAS-25-298-CR
Code AIOT : 0006101463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Lieu-dit Les Brosses 69720 Saint-Bonnet-de-Mure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le Programme Pluriannuel de Contrôle 2025 de l'Inspection des Installations Classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Lieu-dit Les Brosses 69720 Saint-Bonnet-de-Mure
- Code AIOT : 0006101463

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Lafarge de Saint-Bonnet-de-Mure est autorisée par arrêté préfectoral du 26 juin 2021. Ces dernières années, le rythme annuel d'extraction des matériaux est en moyenne de 200 000 tonnes. L'extraction est en cours au lieu dit "Les Coins" dans le périmètre de la carrière de CBR. Le traitement des matériaux est réalisé sur la carrière de Lafarge. Les matériaux d'extraction sont principalement utilisés dans la production de béton dans les départements alentours.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Concernant la cessation partielle d'activité pour la déviation de la RD147, les analyses réalisées en mai et septembre 2018 sur les eaux souterraines avaient mis en évidence l'absence d'anomalies. L'inspection relève qu'aucun diagnostic sur les sols n'a été réalisé. Toutefois, les voies de transfert sont limitées du fait de l'usage (RD147) et aucun impact sur les eaux souterraines n'a été relevé.

L'exploitant fournira un diagnostic sur les sols lors de la cessation totale prévue dans l'article 9 de l'Arrêté Préfectoral du 26 juin 2012; "ce mémoire s'appuie sur une étude de sols comprenant une caractérisation de l'état des milieux et des propositions d'actions en vue de garantir la compatibilité de l'état des milieux avec leurs usages" notamment à proximité RD147 et au droit de la RD147.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan de Phasage	Arrêté Préfectoral du 29/10/2015, article 4	Demande d'action corrective	10 mois
4	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 11.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
2	Retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 08/08/2025, article 1	Sans objet
5	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 11.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 11.3.4 et annexe 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant doit:

- s'assurer du débit horaire réel des 3 forages et mettre à jour son plan des réseaux d'eau,
- mettre en place les dispositions nécessaires afin de s'assurer du respect de son seuil journalier de prélèvement d'eau souterraine autorisé.

De plus, l'exploitant portera à la connaissance de madame la Préfète, dans un délai de 10 mois, un nouveau plan de phasage de l'exploitation ainsi que le montant des garanties financières associées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes du site. Celle-ci est complète et conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p> <p>Cependant, pour le moment, l'exploitation ne réalise pas de transit de matériaux ni de remblais. Les installations de traitement du site sont exclusivement utilisées pour les matériaux extraits de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sociétés autorisées à exploiter une carrière telles que listées en annexe 1, sont tenues de mettre en place (ou poursuivre) un plan de surveillance des émissions de poussières</p>

conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations des carrières. Celui-ci est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le niveau maximal d'émissions de poussières pour ces carrières est fixé à 350 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b).

Constats :

L'exploitant a partagé en amont de la visite d'inspection les rapports de retombées de poussières des années 2023 et 2024. Aucun dépassement de la valeur limite d'émission de 350 mg/m²/jour n'a été constaté.

Les mesures sont dorénavant bien réalisées via la méthode des Jauges Owens depuis le second semestre 2024.

Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2015, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Approvisionnement matériaux

Prescription contrôlée :

Phase C : 4ans (mi-2023 à mi-2027)

Durant les 3 premières années, valorisation des matériaux en provenance de la carrière CBR, lieu dit "Les Coins" à raison d'un approvisionnement de 700 000 t/an maximum

Constats :

En 2024, 220 000 tonnes de matériaux ont été extraits de la carrière CBR, lieu dit "Les Coins". Un retard sur le plan de phasage a été constaté lors de la visite d'inspection. L'exploitant a annoncé que des réflexions en interne étaient en cours afin de proposer un nouveau plan de phasage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant portera à la connaissance de madame la Préfète, dans un délai de 10 mois, un nouveau plan de phasage de l'exploitation ainsi que le montant des garanties financières associées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 10 mois

N° 4 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : Le prélèvement d'eau dans la nappe est limité à un débit horaire maximum de 120 m ³ /h, un débit journalier maximum de 1000 m ³ /jour, hors période de sécheresse (voir en fin de paragraphe 12.2). Le prélèvement annuel est limité à 130 000 m ³ /an.
Constats : L'exploitant a présenté lors de l'inspection le tableau de suivi de consommation d'eau du site. Elle est actuellement de 32 000 m ³ pour l'année 2025. En 2024 le prélèvement d'eau dans la nappe était de 49 749 m ³ , soit bien inférieur à la limite annuelle de 130 000m ³ /an. Le prélèvement est suivi hebdomadairement et non quotidiennement. En 2024, une consommation maximale de 2391 m ³ a été enregistrée sur une semaine. Or l'exploitant a indiqué qu'en raison de la baisse de la demande commerciale, la production de la carrière varie entre 2 et 5 jours par semaine. Rien ne permet de s'assurer que cette valeur n'a pas été atteinte en seulement deux jours, et que l'exploitant respecte bien le seuil journalier de prélèvement autorisé. Par ailleurs, le plan des réseaux d'eau indique la présence de 3 forages avec des débits horaires de 60m ³ /h, 60m ³ /h et 10m ³ /h, portant le total à 130m ³ /h. Le responsable de production a indiqué aux inspecteurs que le débit fonctionnel réel des pompes est aux alentours de 75m ³ /h.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 2 mois, l'exploitant doit: <ul style="list-style-type: none">- s'assurer du débit horaire fonctionnel réel des 3 forages,- mettre à jour son plan des réseaux d'eau- mettre en place les dispositions nécessaires afin de s'assurer du respect du seuil journalier de prélèvement autorisé. Il pourra pour cela réaliser un suivi quotidien des volumes prélevés ou en justifiant, dans son tableau hebdomadaire de consommation, le nombre de jours de production.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 11.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Mesure prélèvement
Prescription contrôlée : Les décanteurs-déshuileurs sont vérifiés et entretenus aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois par an. [...] Les eaux issues des décanteurs-déshuileurs, respectent en sortie les prescriptions suivantes: <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5; - température inférieure à 30°C; - les MEST ont une concentration inférieure à 35 mg/L; - la DCO a une concentration inférieure à 125 mg/L; - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/L.
Constats : L'ensemble des eaux sont recyclées dans le processus de production permettant ainsi de diminuer le prélèvement en eau dans la nappe du site. Aucun rejet des eaux pluviales n'est réalisé. Un système d'arrêt d'urgence au niveau de l'atelier est en place afin de permettre la séparation des eaux susceptibles d'être polluées. Ce point n'appelle pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2012, article 11.3.4 et annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance qualité
Prescription contrôlée : La surveillance comprend [...] une mesure de la qualité des eaux souterraines sur les paramètres définis en annexe 4, deux fois par an, l'une en période de basses eaux, l'autre en période de hautes eaux.
Constats : L'exploitant a partagé en amont de la visite d'inspection les rapports de mesure de la qualité des eaux souterraines en 2023 et 2024. La zone d'extraction réalisée par la société Lafarge n'est pas suivie dans les rapports de surveillance des eaux souterraines, la zone d'exploitation étant dans le périmètre d'autorisation de la société CBR. La présence d'hydrocarbure a été détectée (0,025 µg/L) au 1er semestre 2024 au droit du piézomètre PZ11 situé à la limite Nord-Est du site, en aval de la nappe. La zone est le regroupement de la carrière Lafarge de St-Bonnet-de-Mure, de la carrière de La Petite Craz ainsi que de la rue du Coprin Chevelu. Il n'y a eu aucune détection d'hydrocarbure lors des prélèvements du second semestre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En cas d'une nouvelle apparition d'hydrocarbure dans les résultats des prélèvements réalisés en

2025, l'exploitant proposera un plan d'action afin de trouver la source de cette pollution ainsi que les moyens de la traiter.

Type de suites proposées : Sans suite